

## **Austérité ? D'abord pour les oligarques !**

jeudi 13 mars 2014, par [Gaslo](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2014).

**Pour obtenir un prêt du Fonds monétaire international (FMI) de 15 milliards de dollars le pouvoir ukrainien est prêt de provoquer une catastrophe sociale. Le gouvernement préfère nuire à la majorité des citoyens au lieu de sacrifier les intérêts d'une poignée d'oligarques.**

Ce n'est pas une invention de notre Union socialiste « Opposition de gauche » : il s'agit d'une politique d'austérité sans précédent, des coupes qui éliminent les prestations sociales, de la destruction du système de santé et de l'augmentation des prix. *« L'impopolarité de ces mesures ne garantit pas pour autant leur efficacité. L'Ukraine tombe dans une servitude de l'endettement encore plus grande, le grand business va renforcer son pouvoir et, au cours des deux années à venir, il n'y aura aucune incitation du développement économique »*, disent les socialistes.

Le nouveau gouvernement a déclaré que l'Ukraine va fidèlement réaliser toutes ses obligations afin de préserver son image « d'emprunteur souverain ». Il compte réaliser toutes les conditions imposées par le FMI. Le ministre des Finances a déclaré que toutes les institutions budgétaires vont réaliser les restrictions suivantes : interdiction de l'achat de vêtements du travail, interdiction de pourvoir les postes vacants, interdiction de payer les primes. Cette approche générale touche particulièrement le service de santé et va provoquer la fuite des cadres de ce secteur. *« La gratuité des soins de santé est garantie par la Constitution, alors comment le pouvoir compte-il l'assurer sans payer le travail du personnel médical ? »*, demandent les militants de gauche.

**Si le gouvernement voulait vraiment faire des économies, il s'en prendrait aux oligarques qui ont acquis pour rien les entreprises privatisées et n'ont rien fait pour les moderniser. Si ces derniers sont de véritables patriotes, ils devraient donner leur argent pour éliminer le déficit budgétaire de l'État.** Pour le moment le gouvernement parle de la nécessité de réduire les dépenses de 65 à 80 milliards de hryvnia [5 à 6,25 milliards d'euro]. Un tel montant peut être obtenu même sans procéder à une « dépossession » massive. *« Le développement de l'Ukraine doit commencer par l'élimination de l'injustice sociale »*, disent les militants de l'Opposition de gauche.

Selon *Forbes* la fortune du gouverneur de Dniproptetrovsk, Igor Kolomoïskyï, s'élève à 2,1 milliards de dollars ; 1,5 milliard de dollars, c'est celle du député Vadim Novinskyï ; 1,3 milliard de dollars - ce sont les avoirs du député Petro Porochenko ; le député Serhyï Tihipko possède 1 milliard ; le gouverneur de la région de Donetsk, Sergueï Taruta, dispose de 0,59 milliard... La somme totale de ce que possèdent les politiciens les plus riches atteint 6,49 milliards de dollars. Si l'on se fonde sur le taux de change officiel (9,23 hryvnia pour 1 dollar), on peut estimer qu'ils disposent de 59,9 milliards de hryvnia. *« C'est sont donc en réalité ces mêmes 60 milliards de hryvnia que le premier ministre Yatseniouk veut prélever dans les poches des plus pauvres citoyens ukrainiens »*, conclue l'Opposition de gauche.

L'Ukraine n'a pas besoin du crédit conditionnel du FMI, qui va accroître le nombre des pauvres. De plus, nous pensons qu'il ne faut pas recourir au crédit du FMI alors qu'il y a un tel potentiel d'autres réformes, en particulier celles réduisant le coût prohibitif des oligarques.

L'Opposition de gauche exige la mise en œuvre des changements suivants :

**1. Une large discussion publique sur la façon de surmonter la crise.** On nous dit que jusqu'à la fin du conflit avec la Russie une telle discussion professionnelle n'est pas possible. Mais pourquoi est-il possible de nommer des cadres sur la base de discussions formelles, alors qu'il ne serait pas possible de soumettre les mesures d'austérité à l'ensemble de la population ? Les économies dans l'appareil d'État devraient commencer immédiatement. Et les économies sur les retraités, sur les salaires des employés d'État et sur les programmes sociaux ne peuvent être décidées qu'à la condition que la comptabilité des agences gouvernementales et des entreprises d'utilité publiques soit disponible en ligne pour tout le monde.

**2. Lustration sociale : il faut priver les oligarques soit du pouvoir, soit du capital.** Car il y a un risque important de conflit d'intérêts. Les businessmen nouvellement nommés aux postes dirigeants vont utiliser ces postes pour s'enrichir et ainsi tous les sacrifices économiques serviront seulement pour assurer leur propre prospérité. Ils utilisent leurs positions pour passer des contrats avec leurs entreprises, ce qui fait que l'argent économisé sur le budget de l'État sera employé par eux pour des aides et des subventions fournies pour que ces entreprises réalisent leurs obligations sociales, qu'elles devraient de toute façon accomplir (compensation de la création des emplois, etc.). La revendication de l'autodéfense du Maïdan est juste : chacun de la centaine des Ukrainiens les plus riches doit verser un dixième de sa richesse pour le bien commun.

**3. Refus de signer l'accord sur la Zone de libre-échange.** L'Ukraine peut signer l'Accord d'association sans pour autant intégrer la Zone du libre-échange - déjà en octobre 2013 l'Opposition de gauche avait fait état du réalisme de cette exigence. La libre circulation des marchandises européennes sur le territoire ukrainien aurait des effets encore pires que celles des plus dures réformes néolibérales : ce serait la ruine de l'économie ukrainienne.

**4. Le secteur clandestin de l'économie doit être soumis à la loi** (près de 170 milliards de hryvnia sont payés sous forme d'« enveloppes » et le volume total de l'économie de l'ombre atteint 350 milliards). Les travailleurs doivent avoir le droit de grève même si l'employeur ne leur a pas fourni le contrat du travail. Les sanctions pour le non-paiement des salaires et pour les emplois sans contrat du travail doivent être augmentés, en les multipliant au moins par dix (actuellement, selon le Code pénal, l'amende pour non déclaration du travail est de 850 hryvnia).

**5. Récupérer les fonds exportés illégalement vers les paradis fiscaux.** Nous devons immédiatement dénoncer l'accord sur la double imposition, qui permet aux oligarques de ne pas payer les impôts. Du fait de la juridiction visant à éviter la double imposition, chaque année quelques 30-40 milliards de hryvnia finissent sur les comptes des paradis fiscaux sans payer d'impôts. En tout c'est près de 350 milliards de dollars qui ont été transférés dans des paradis fiscaux. En 2010, les impôts ont vidé les poches de tout le monde, sauf celles de Pintchouk, Kolomoïskyï, Akhmetov, Tarouta, Zhevago, Firtasch etc. Ces gens là accaparent 70 % du revenu ukrainien, car ils possèdent toutes les grandes entreprises. Ils paient un faible impôt à Chypre ou ailleurs, mais rien en Ukraine. Les entreprises ukrainiennes appartiennent formellement à des compagnies situées à Chypre ou aux Maldives. Et c'est là que les profits ukrainiens arrivent en tant que recettes des investissements chypriotes, non imposables. Que les capitalistes oligarques commencent par payer les impôts, et alors nous déciderons si nous devons payer les prix des services publics « fondés sur leur coût ».

**6. Impôts progressifs sur les revenus des riches et de leurs corporations.** Il faut imposer les revenus personnels jusqu'à 100 % pour la part qui dépasse 15.000 dollars par mois ou 150.000 dollars par an. Il y a (officiellement) 127 millionnaires dans notre pays et, en tant qu'entrepreneurs, leur impôt sur le revenu n'est que de 17 % à partir d'un revenu de 15.000 hryvnia. Alors que la plupart d'entre nous, qui gagnons 2.000 à 4.000 hryvnia par mois, sommes imposés à 15 %. Et ce

sont ces gens là qui veulent réduire de 20 % les salaires des ambulanciers ! Allons nous tolérer cela ? Nous soutenons le choix européen ! En Europe les millionnaires payent au moins 40 % à 60 % d'impôts sur leur revenu personnel (et rappelons, qu'en France les revenus supérieurs à un million euros devaient être imposés à 75 %). Il est aussi nécessaire de fixer un taux de TVA supérieur sur les produits de luxe (à 25 %).

**7. En situation de crise, il faut soutenir les gens.** Il faut les transports publics gratuits, des prix fixes pour les médicaments, le blocage des prix des services publics, des services publics gratuits pour ceux dont les salaires n'ont pas été payés ou ceux qui n'ont pas reçu leurs prestations sociales.

**8. Refus du paiement de la dette extérieure,** au moins jusqu'au remboursement du capital qui a été pillé (la dette extérieure atteint 75 milliards de dollars). Il faut exiger l'annulation de toutes les dettes qui sont le résultat des emprunts du pouvoir oligarchique.

L'Opposition de gauche dit depuis longtemps que tous les partis politiques présents dans le Parlement professent l'idéologie néolibérale et veulent faire financer leur business par la majorité de la population. L'arrivée au pouvoir de l'ancienne opposition et ses annonces de mesures « impopulaires » confirme cette thèse. « *Il faut continuer le mouvement de protestation ukrainien jusqu'à la démission de toute la classe politique et l'abolition du cours néolibéral. Le pouvoir dans l'État et dans les entreprises doit être exercé par les conseils des travailleurs - de ceux qui créent directement la richesse* », explique l'Opposition de gauche.

D'autres propositions ont été présentées dans les « 10 Thèses pour le changement social » (1).

## **GASLO**

### *Notes*

1. Cf. sur ESSF (article 31229), [Manifeste : les 10 thèses de l'Opposition de gauche en Ukraine pour le changement social](#).

---

## **P.-S.**

\* <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=1593>

\* GASLO (Golovnyï Analititchnyi Sait Livoï Opozitsii - principale page d'analyses de l'Opposition de gauche) est la page web animé par l'Union socialiste « Opposition de gauche » : <http://gaslo.info/>